

Des revendications qui unissent, exigent les travailleurs

ORGANISME DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE REDACTION - ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) - Tél.: CEN. 68-96

UNION GÉNÉRALE POUR L'ACTION! Au C.G. du P.C.F.: Un ersatz de Front Unique

DANS le cerveau de chaque travailleur il faut en finir avec tout ça... Tout ça, ce sont les salaires de misère, les logements inaccessibles, les milliards gaspillés dans les aventures coloniales et les budgets militaires, les menaces contre le minimum vital, les édifices techniques conçus par les travailleurs, les lois instituant l'état d'urgence, les atteintes à la liberté, le décret sur la conciliation obligatoire...

Le Front Unique doit culminer avec la réclamation de tel ou tel par exemple, et même par atelier ou par équipe. Dans cette voie, il est impossible de réaliser l'union de tous les ouvriers décidés à lutter contre le capitalisme.

UNDI 9 mai, les ateliers de Forge-Fonderie de la SNECMA-Gennevilliers ont déclenché en grève pour une durée illimitée. Jeudi 12 mai, l'atelier de décolletage de Gennevilliers a déclenché en grève, elle pour une grève de 24 h. reconduite tous les jours.

En finir avec tout cela signifie: maintenant c'est au cœur qu'il faut frapper. C'est le gouvernement qu'il faut changer. Non pour le remplacer par un autre, qui représenterait les mêmes intérêts. Mais par un gouvernement représentatif des intérêts des travailleurs.

DEFENDRE LES TRAVAILLEURS LES PLUS DESHERITES? 10.000 fr. pour tous

Dans son rapport au Comité Central d'Aubervilliers, François Billoux appelle l'ensemble du Parti à faire un effort plus grand pour défendre les revendications des travailleurs des couches les plus déshéritées. Au C.C. précédent, Jacques Duclos avait longuement développé la thèse de la «paupérisation» de ces masses.

Tous les travailleurs, mais pas François Billoux, ni les autres dirigeants du P.C.F. Le Comité Central a maintenu les revendications des couches les plus déshéritées, a maintenu l'orientation vers les luttes à l'échelon de l'entreprise, voire même de l'atelier. Et d'ailleurs ces préoccupations tiennent fort peu de place dans la résolution finale.

LES FORMES ORGANISATIONNELLES DU FRONT UNIQUE. Tirant les leçons d'août 1953, les militants syndicaux groupés autour de «l'Unité Syndicale» ont mené campagne depuis bientôt deux ans pour la tenue d'Assises d'Unité d'Action Syndicale, rassemblant les travailleurs de toute activité syndicale ou non.

Pour défendre les revendications des travailleurs des couches les plus déshéritées, il faut, c'est bien certain, des mots d'ordre et des formes d'action adaptées à un secteur spécifique. A ceux qui sont au niveau du salaire minimum de misère, il n'est pas possible d'offrir de combattre sur un programme clair, qui leur donne l'assurance que, dans le combat, ils ne seront pas frustrés au profit de travailleurs mieux

«une augmentation égale pour tous 10.000 francs par mois pour 173 heures de travail, premiers pas vers le retour au pouvoir d'achat de 1935». La lutte contre les cadences infernales de la productivité capitaliste, en particulier par le contrôle ouvrier sur l'emploi et le licenciement, sur les temps, sur la production.

ALGERIE: l'impérialisme cherche une agression inqualifiable

Répéter après Marx: «tandis que s'accumule la richesse du seul côté capitalistes, la misère se crée de plus en plus dans le reste de la classe ouvrière». Ce n'est pas un hasard si les travailleurs tant que subsiste le régime capitaliste, en prenant l'exemple de la loi des 2 heures hebdomadaires en 1919, et qui en 1955 n'est nul part respectée, implique que l'on tire des conclusions politiques de ces faits. Ce sont précisément ces conclusions que les travailleurs ont tirées. C'est pourquoi comme nous l'écrivait Frischmann, membre du Bureau Politique du P.C.F., secrétaire général de la Fédération Postale CGT à la même Comité Central: «on constate qu'elle tue la lutte pour la revalorisation des traitements, marque le pas».

Le Mouvement National Algérien communiste a été lancé le 12 mai. Le 12 mai, vers 23 heures, des militants du Mouvement National Algérien ont distribué des tracts à la porte des Etablissements Farhad, avenue de Chéolay à Paris (13e) ont été pris à partie et frappés par des policiers sortant de cette usine. Plusieurs ont été blessés et l'un d'eux a dû être hospitalisé en raison de la gravité de son état.

TOUS LES VENDREDIS LA VÉRITÉ EST DANS LES KIOSQUES. MARTY PREND LA LUTTE. EN septembre 1952, la nouvelle des sanctions prises par Duclos-Servin à Billoux contre le mouvement de tonnerre. L'émotion fut profonde et durable, débordant largement les rangs du P.C.F. dans tout le mouvement ouvrier.

Assez de poursuites pour délit d'opinion! Le Comité de lutte contre la répression coloniale a lancé un nouveau appel contre les atteintes répétées à la liberté de la presse, contre la saisie des journaux anti-colonialistes et les poursuites contre les militants d'avant-garde.

Le Mouvement National Algérien, en face de cette provocation, ne peut que se défendre. Il défend les libertés du peuple algérien solent les victimes de machinations monstrueuses qui se profilent qu'aux ennemis de celui-ci.

Depuis deux ans et demi, le groupe dirigeant Duclos-Servin n'a fait qu'écarter son orientation, cherchant continuellement à détourner le mouvement de gauche de sa «sagesse», frustrant les travailleurs de la victoire à portée de leurs mains en août 1953, cherchant à poignarder dans le dos le peuple algérien en lutte contre l'impérialisme. Et les militants communistes, chez qui la contre-attaque de Marty avait éveillé un grand espoir, étaient trahis, voire déçus par son silence persistant.

Après plusieurs convocations à la police, trois militants de la Fédération Communiste Libertaire: Fontenils, Doussier et Joulin, sont convoqués par le juge d'instruction Ferez pour signification de leur inculpation. Le Comité de lutte contre la répression coloniale appelle toute la presse démocratique, les organisations ouvrières syndicales, les politiciens à protester contre de telles mesures policières, exige la cessation immédiate de toutes poursuites pour délit d'opinion.

«Cela, M. Soustelle le trouve pas rationnel bien qu'il n'aura pas raison de ces insupportables horreurs» parce qu'ils sont soutenus activement par tout le peuple algérien, il comprend aussi que c'est toute l'Algérie qui se dresse contre le colonialisme français, pas seulement les régions algériennes, mais aussi les régions françaises. Les colons le savent également, mais aussi les criminels qui, bornés, ils réagissent en poussant à la lutte générale. «Qu'on les arrête, qu'on les fusille, que dans chaque douar les «blancs» prennent leur défense en montrant s'organiser en milice». Le souvenir des massacres de 1945 monte à la tête des amis de René Mayer de Bougainville: «Il faut faire la même chose, écraser la révolte dans le sang».

Qu'on annonce la publication prochaine de «L'affaire Marty», ce livre qu'il a passé deux ans à écrire et dans lequel il expose les causes politiques profondes de son exil. Nous nous réjouissons de ce livre, car il nous donne la possibilité de le lire dans son texte intégral. Disons tout de suite, après les extraits qui ont paru dans la presse, que c'est une politique révolutionnaire qu'oppose Marty à la politique «social-démocrate» de Duclos-Servin. Il condamne la dissolution par étapes de l'Internationale Communiste en 1943 comme le discours d'Ivry de Thérèse condamnant les milices patriotiques en 1941. Il dénonce le refus des dirigeants du P.C.F. de mobiliser les travailleurs français contre la sale guerre d'Indochine, et même qu'ils, grâce à leur complicité, Mendès-France put obtenir à Genève des conditions insupportables, bien plus favorables que le rapport de forces ne le comportait. Et, dans la dernière partie, il expose l'importance de l'impression et de la presse pour le pouvoir ouvrier qui se constituent en diverses régions, avant tout au Comité Central de grève de Nantes. Ces idées sont aujourd'hui familières à tous les travailleurs communistes, particulièrement aux lecteurs de «LA VÉRITÉ».

Devant cette situation la bourgeoisie s'interroge, cherche des responsables. Le gouvernement général actuel, Soustelle, un homme d'Etat, est tout désigné pour être chargé de toutes les fautes, pour être considéré comme la cause de la aggravation de la situation. Une aide importante de la bourgeoisie française, dont les colons d'Algérie, l'accuse d'avoir été trop «modéré», trop «connaissant». Et pourtant M. Soustelle, démocrate sincère et ennemi acharné de la CGEL, a bien mérité d'ingratitude. Il a tout fait pour satisfaire ses mandants, il a bien mérité d'ingratitude. C'est sous son autorité que l'on a fait régner la terreur dans l'Aurès, sous son autorité que les premiers massacres découlant de la «libération» ont été appliqués, que des camps de concentration ont été installés, que les élections ont été «or-

«Cela, M. Soustelle le trouve pas rationnel bien qu'il n'aura pas raison de ces insupportables horreurs» parce qu'ils sont soutenus activement par tout le peuple algérien, il comprend aussi que c'est toute l'Algérie qui se dresse contre le colonialisme français, pas seulement les régions algériennes, mais aussi les régions françaises. Les colons le savent également, mais aussi les criminels qui, bornés, ils réagissent en poussant à la lutte générale. «Qu'on les arrête, qu'on les fusille, que dans chaque douar les «blancs» prennent leur défense en montrant s'organiser en milice». Le souvenir des massacres de 1945 monte à la tête des amis de René Mayer de Bougainville: «Il faut faire la même chose, écraser la révolte dans le sang».

Marty a donc repris le combat. Après la publication de son livre les travailleurs communistes, qui ont attendu impatiemment sa prise de position, nous demandons plus qu'il tire les conclusions d'action et d'organisation, qu'il implique sa critique de la politique des dirigeants du P.C.F. GERARD BLOCH.

Georges LECOYER (Suite page 3)

